

Porto Alegre

IGNACIO RAMONET

LE NOUVEAU siècle commence à Porto Alegre. Tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, contestent ou critiquent la mondialisation néolibérale vont se réunir, en effet, du 25 au 30 janvier 2001, dans cette ville du sud du Brésil où se tient le 1er Forum social mondial (1). Non pas pour protester, comme à Seattle, à Washington, A Prague et ailleurs, contre les injustices, les inégalités et les désastres que provoquent, un peu partout dans le monde, les excès du néolibéralisme. Mais pour tenter, dans un esprit positif et constructif cette fois, de proposer un cadre théorique et pratique permettant d'envisager une mondialisation de type nouveau et d'affirmer qu'un autre monde, moins inhumain et plus solidaire, est possible.

Cette sorte d'Internationale rebelle se réunit à Porto Alegre au moment même où se tient, à Davos (Suisse), le Forum économique mondial qui rassemble, depuis des décennies, les nouveaux maîtres du monde et en particulier tous ceux qui pilotent concrètement la mondialisation. Lesquels ne cachent plus leur inquiétude. Ils prennent très au sérieux les protestations citoyennes qui, de Seattle à Nice, ont lieu désormais, systématiquement, lors de chaque sommet des grandes institutions qui gouvernent, de fait, le monde : Organisation mondiale du commerce, Fonds monétaire international, Banque mondiale, Organisation de coopération et de développement économiques, G7 et même Union européenne.

Déjà l'an dernier, les événements de Seattle (2) avaient profondément impressionné les décideurs rassemblés à Davos. « Chaque année, notait, par exemple, un journaliste, un thème ou une personnalité est la vedette du Forum économique mondial. En 2000, la vedette de Davos a été, indiscutablement, Seattle. On y a surtout parlé de Seattle (3). » Conscients du déficit démocratique qui accompagne la mondialisation, d'autres défenseurs du modèle dominant n'hésitent plus à réclamer qu'« on réfléchisse sérieusement pour modifier, dans un sens plus démocratique, les normes et les procédures de fonctionnement de la globalisation (4) ». Et M. Alan Greenspan lui-même, président de la Réserve fédérale des Etats-Unis, affirme désormais : « Les sociétés ne peuvent pas réussir quand des secteurs significatifs perçoivent leur fonctionnement comme injuste (5). »

Venus des quatre coins de la planète, ces « secteurs significatifs » qui s'opposent à l'actuelle barbarie économique et refusent le néolibéralisme comme « horizon indépassable » vont tenter, dans un élan qu'il faut bien qualifier de novateur, de jeter les bases d'un véritable contre-pouvoir (6) à Porto Alegre.

Pourquoi précisément là ? Parce que Porto Alegre est devenue, depuis quelques années, une cité emblématique. Capitale de l'Etat de Rio Grande do Sul, le plus méridional du Brésil, à la frontière de l'Argentine et de l'Uruguay, Porto Alegre est une sorte de laboratoire social que des observateurs internationaux regardent avec une certaine fascination (7).

Gouvernée de manière originale, depuis douze ans, par une coalition de gauche conduite par le Parti des travailleurs (PT), cette ville a connu dans maints domaines (habitat, transports en commun, voirie, ramassage des ordures, dispensaires, hôpitaux, égouts, environnement, logement social, alphabétisation, écoles, culture, sécurité, etc.) un développement spectaculaire. Le secret d'une telle réussite ? Le budget participatif (« orçamento participativo »), soit la possibilité pour les habitants des différents quartiers de définir très concrètement et très démocratiquement l'affectation des fonds municipaux. C'est-à-dire décider quel type d'infrastructures ils souhaitent créer ou améliorer, et la possibilité de suivre à la trace l'évolution des travaux et le parcours des engagements financiers. Aucun détournement de fonds, aucun abus n'est ainsi possible, et les investissements correspondent exactement aux souhaits majoritaires de la population des quartiers.

Cette expérience politique s'effectue, il faut le souligner, dans une atmosphère de totale liberté démocratique, en confrontation avec une vigoureuse opposition politique de droite. Le PT ne contrôle ni les grands quotidiens locaux, ni la radio et encore moins la télévision, aux mains de grands groupes médiatiques alliés au patronat local hostile au Parti des travailleurs. De surcroît, tenu de respecter la Constitution fédérale brésilienne, le PT a des marges d'autonomie politique fort restreintes et, notamment en matière de fiscalité, ne peut légiférer à sa guise. La satisfaction des citoyens est toutefois telle que, en octobre 2000, le candidat du PT a été réélu à la tête de la mairie avec plus de 63 % des voix...

Dans cette ville singulière, où s'épanouit une démocratie pas comme les autres, le Forum social mondial tentera de mettre sur pied une autre mondialisation qui n'exclut ni les peuples. Le capital et le marché répètent, depuis dix ans, que, contrairement à ce qu'affirmaient les utopies socialistes, ce sont eux, et pas les gens, qui font l'histoire et le bonheur des hommes.

A Porto Alegre, en ce siècle qui commence, quelques nouveaux rêveurs d'absolu rappelleront qu'il n'y a pas que l'économie qui soit mondiale, la protection de

l'environnement, la crise des inégalités sociales et la préoccupation des droits humains sont aussi des affaires mondiales. Et c'est aux citoyens de la planète de les prendre enfin en main.

IGNACIO RAMONET